Zeitschrift: Revue syndicale suisse : organe de l'Union syndicale suisse
Herausgeber: Union syndicale suisse
Band: 23 (1931)
Heft: 7

Artikel: L'U.R.S.S. en 1930. Part 2
Autor: [s.n.]
DOI: https://doi.org/10.5169/seals-383822

Nutzungsbedingungen
Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation
L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use
The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 11.07.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

œuvre, le maintien et l'amélioration de la situation économique et sociale ainsi que le droit moral du personnel fédéral et de la classe ouvrière privée en général.

L'U. R. S. S. en 1930.

II.

Les retards observés dans l'exécution du programme annuel de grands travaux, ont des causes variées: défaut d'organisation, manque de matériaux de construction, début tardif de la saison du bâtiment, enfin le manque d'ouvriers, surtout des ouvriers qualifiés qui s'est compliqué des fluctuations générales dans le marché de la main-d'œuvre.

Cependant, un grand nombre d'usines ou d'entreprises importantes ont été livrées à l'exploitation. Nous citerons entre autres: le pipe-line Bakou-Batoum, la ligne de chemin de fer Turkestan-Sibérie, l'énorme usine de machines agricoles Selmachstroi à Rostov sur le Don, la fabrique de tracteurs à Stalingrad (Tsaritsyne), une grande fabrique de conserves pour les coopératives à Stalingrad et environ 200 grandes usines de tout genre représentant un capital de près de 1 milliard et qui doivent fournir une production de 1,200 millions en 1931: ceci explique en partie que le plan annuel pour 1931 table sur un accroissement de 45 % de la production globale, comparativement à 1930. Du reste, au cours du trimestre spécial, il a été fourni un effort financier et technique tout particulier pour mettre en état les entreprises nouvelles qui étaient à la veille d'être terminées.

Un tel développement de la vie économique, le mouvement des échanges intérieurs qui se sont accrus de 20 %, les transports de matériaux de construction et d'appareillage pour les usines n'ont pas été sans imposer une lourde tâche aux transports. Les chemins de fer, pendant l'exercice 1929/1930 ont transporté 233 millions de tonnes, soit 25 % de plus que ce qui avait été prévu dans le plan quinquennal, et même 10 % de plus que ce qui était prévu pour 1933, dernière année de la période quinquennale. Le trafic d'avant-guerre est ainsi dépassé de loin: il faut dire du reste que, depuis 13 ans, sont entrés en exploitation 18,000 kilomètres de nouvelles voies, dont entre autres, cette année, la ligne Turkestan-Sibérie.

Malgré cette progression le transport par chemin de fer fait l'objet de constantes récriminations, surtout depuis l'automne, alors que les chargements consécutifs à la moisson sont littéralement venus embouteiller le trafic. On a exigé du personnel pendant le trimestre spécial, un effort supplémentaire. Des conseils

de discipline ont été introduits sur les lignes. Et, il ne s'agit pas là d'un coup de collier passager. Bien que les chargements à la fin de décembre fussent encore en retard de quelque 40,000 wagons, on a décidé d'augmenter encore d'un tiers le trafic en 1931, en fournissant des sommes considérables pour l'amélioration du matériel roulant. En même temps le programme de construction ferroviaire comporte 8000 kilomètres de voies.

Malgré les progrès réalisés dans le domaine économique, ou plutôt à cause même de ces progrès, la situation financière de l'Union soviétique en 1930 est caractérisée par une certaine instabilité. Ce n'est pas que le budget lui-même ait été en déficit: au contraire, on relève un assez sensible excédent de recettes — 280 millions de roubles sur un budget total de 11 milliards. Mais, le financement accéléré des grands travaux a nécessité des mises de fonds colossales qui ne peuvent être prises uniquement sur le budget. Il faut également faire appel aux accumulations de l'industrie. Or, cette dernière, comme nous l'avons déjà vu, n'a pas réussi à comprimer les prix de revient de ses produits et il en est résulté un manque à gagner de 400 millions de roubles. Ceci, joint au renforcement des investissements dans la construction a fini par déterminer dans les ressources financières générales une lacune de 850 millions environ. Le résultat a été une inflation fort grave et la circulation est passée de 2,4 milliards en septembre 1929 à 4 milliards en septembre 1930. Cette inflation porte surtout sur les billets du trésor dont la masse a sensiblement doublé — de 983 millions à 1859. Les billets de la Banque d'Etat ont bien augmenté de 1428 millions à 2130, mais la couverture a passé de 334 millions à 534.

Il a été fait des appels réitérés à l'épargne, notamment sous la forme de l'emprunt dit « du plan quinquennal en 4 ans » qui aurait rapporté 800 millions de roubles fournis pour la plus grande partie, par la population ouvrière. Aussi, pendant les derniers mois de l'année, a-t-on cherché à glaner de toutes façons les économies de la population paysanne.

La seconde caractéristique de l'année en matière financière c'est la tendance à centraliser les ressources en vue de leur répartition. Cette tendance s'exprime de deux façons: 1° par l'établissement, à côté du budget proprement dit, d'un plan financier général qui couvre toute l'activité de tout le secteur socialisé de l'économie nationale; 2° par la réforme du système de crédit: d'une part, la Banque de l'Etat a la haute main sur tout le système de crédit; d'autre part, le crédit, tout au moins en ce qui concerne le secteur socialisé, ne se fait plus de vendeur à acheteur, mais uniquement de Banque à acheteur, en définitive celui-ci ne peut acheter que dans les limites prévues par le plan financier général. A propos de tous ces changements qui font une place toujours plus importante à l'emploi du chèque, on a même vu ressortir le vieux thème de la suppression de la monnaie.

Un troisième fait, important au point de vue de la psychologie de la masse, a été la disparition tout au moins temporaire, de la petite monnaie de billion. Tous les observateurs s'accordent à déclarer que la petite monnaie était, à un moment donné, devenue quasi introuvable. A quoi doit être attribué ce phénomène? Spéculation disent les dirigeants. Manque de confiance, disent les adversaires. Il y a probablement du vrai dans les deux explications. Les détenteurs de petits capitaux, et surtout les paysans, ne pouvant utiliser leurs épargnes par suite de la disette de marchandises, préféreraient garder par devers eux la monnaie de billion, en attendant de pouvoir l'utiliser pour leurs achats. Comme nous l'avons dit plus haut, une action tenace a été engagée pour drainer les moyens de payement qui se sont accumulés entre les mains des paysans. Mais, à côté de cet appel à l'épargne, d'autres moyens, violents ceux-là, ont été employés pour couper court à tous les essais de thésaurisation et de spéculation sur le rouble. On le sait, tel a été le motif de nombreuses arrestations et condamnations, peine capitale comprise. Fait encore plus caractéristique, la succursale de Vladivostok de la Banque japonaise de Corée a été fermée, parce qu'accusée d'avoir trafiqué sur la devise russe.

La progression du commerce de l'Union soviétique en 1930 reflète le développement général de l'économie nationale: le commerce intérieur a augmenté de 204 passant de 50 à 60 milliards d'un exercice à l'autre; le commerce extérieur a augmenté lui aussi dans cette même proportion, passant de 1,7 à 2,1 milliards de roubles. D'autre part, le mouvement des affaires n'a pas échappé non plus aux difficultés générales par lesquelles passe une économie qui se développe avec une telle rapidité. Cet accroissement et ces difficultés ont rendu nécessaire l'abrogation d'une décision prise il y a peu d'années et l'on a reconstitué séparément deux commissariats du peuple au commerce extérieur et au commerce intérieur (plus exactement: du ravitaillement ou de la répartition intérieure).

Les difficultés de ravitaillement qui avaient commencé à se faire cruellement sentir il y a deux ans, ne cessent pas d'être le point noir dans le développement de la vie économique du pays. Il n'a pu être question de renoncer au système de cartes de ravitaillement rétabli en 1929. Au contraire, cette réglementation est devenue encore plus stricte et un grand nombre de produits industriels agricoles ne peuvent plus être obtenus que sur présentation de cartes. Pour quelques produits de consommation courante, la situation a manifestement empiré: c'est le cas notamment pour la viande et les produits laitiers. On estime que la quantité de viande revenant à chaque individu a baissé de 41 kilogrammes en 1929 et de 35 en 1930.

Pour les graisses, la baisse est plus sensible encore: de 4,2 à 2,7 kilogrammes. En ce qui concerne le pain et les farines, qui

constituent une part prépondérante dans l'alimentation, il y a eu certainement une amélioration à partir de l'automne, mais les organes du commerce n'ont pas voulu que tous les blés disponibles fussent mis à la disposition des consommateurs, afin de pouvoir constituer des réserves pour l'exportation.

Quant aux produits industriels, il y a une disette croissante due en grande partie au fait que l'industrie qui les fabrique n'a pas pu travailler à plein, faute de matières premières (à la suite des faibles récoltes des années précédentes et des restrictions dans les exportations de coton par exemple). En outre, comme la population a vu augmenter ses disponibilités monétaires — les ouvriers, par la hausse des salaires et les paysans par la remontée des prix sur les produits agricoles — cette disette a été plus vivement ressentie. Tout ceci suffirait déjà à expliquer le phénomène constant des « queues » dans les magasins. Mais ce fait se trouve encore aggravé par la mauvaise organisation du commerce, surtout dans les magasins coopératifs. Ces derniers sont l'objet de récriminations perpétuelles, ce qui n'empêche pas leur importance de grandir malgré les tentatives faites par le commerce privé d'occuper une place prépondérante pour la vente de quelques produits comme les légumes ou les produits laitiers.

La réglementation générale de la distribution des marchandises ne suffisant pas, on a tâché d'abord de satisfaire les parties de la population dont l'activité est la plus nécessaire à l'exécution du plan quinquennal. C'est ainsi qu'il a été procédé en septembre à une vérification soigneuse de la distribution des cartes de ravitaillement: on s'est aperçu qu'à Moscou seulement il avait été fourni 300,000 carnets de trop. Les personnes qui se sont ainsi vu retirer le moyen de se procurer des denrées dans les magasins coopératifs ont été mises dans une situation extrêmement pénible, surtout au point de vue alimentaire. Au lieu de profiter des prix taxés pratiqués dans les coopératives, il leur a fallu s'adresser aux commerçants privés, chez lesquels les prix sont très souvent trois fois plus élevés.

On avait déjà vu en 1929 réapparaître le système des rations différentielles, d'après lequel l'ouvrier d'industrie recevait par exemple une quantité de produits plus élevée. Mais, étant donné la difficulté de se procurer ces produits, les ouvriers eux-mêmes en étaient réduits, pour gagner du temps, à se fournir en grande partie chez le commerçant privé. On a donc cherché à leur assurer le moyen de trouver facilement les denrées auxquelles ils ont droit. Le nouveau système consiste à rattacher plus ou moins strictement chaque consommateur à un magasin déterminé. Plus particulièrement pour les travailleurs, des boutiques spéciales ont été ouvertes dans les entreprises ou les administrations. Il semble néanmoins que ces mesures ne suffisent pas encore: ces magasins, souvent mal assortis ou qui ne fonctionnent pas bien, faute d'expérience, ne peuvent procurer tout le nécessaire à leur clientèle.

Aussi la part du commerce privé dans les achats des travailleurs reste-t-elle élevée, tout au moins en valeur, et surtout, dans les villes de province. L'indice du coût de la vie — calculé sur les dépenses d'une famille ouvrière — a sensiblement remonté: de 13 % en un an, alors qu'on avait tablé sur une baisse de 2,5 %.

Les dirigeants en sont donc venus à apporter une attention toute particulière à ce problème du ravitaillement et on a finalement reconstitué un commissariat du ravitaillement, lequel a eu pour première tâche de constituer les stocks de vivres nécessaires à la population urbaine. La campagne de stockage des produits agricoles s'est passée de façon moins agitée que dans les années précédentes, tout d'abord à cause de la bonne récolte et aussi parce que les excédents de produits agricoles se trouvaient par moitié dans le secteur socialiste de l'agriculture (fermes soviétistes et fermes collectives). A la fin de décembre, le programme de stockage était effectué dans la proportion de 90 % et la quantité de produits stockés dépassait déjà sensiblement celle de 1929 (21 millions de tonnes au lieu de 16). Cependant, il manquait encore à peu près 2,5 millions de tonnes, ce qui semble correspondre à peu près au programme d'exportation. Néanmoins les perspectives du ravitaillement apparaissent nettement plus favorables pour 1931. Il y aura du pain blanc, ont déclaré les autorités. La récolte de betteraves à sucre ayant été excellente, le sucre qui avait fait tant défaut en 1930 se trouvera plus facilement.

Toutes ces améliorations n'empêchent pas de lutter par tous les moyens contre le gaspillage et l'on cherche tout spécialement à développer l'alimentation en commun par le système des restaurants coopératifs qui jusqu'ici n'englobaient qu'une très faible partie de la population ouvrière. Enfin, pour se débarrasser du commerce privé qui fait encore la loi sur le marché des légumes et des produits laitiers, un gros effort est fait pour constituer dans les environs des centres ouvriers des fermes coopératives pour la laiterie et la culture maraîchère.

Toutes les difficultés éprouvées dans le commerce intérieur n'ont pas empêché le développement du commerce extérieur. Le fait caractéristique est la reprise des exportations de blés, qui avaient presque complètement cessé depuis 2 ans. Dès la rentrée de la récolte, des chargements de blé russe sont apparus sur le marché mondial; joints aux ventes de certains autres produits agricoles, tels que le beurre, les œufs, ils ont recommencé à prendre une part importante dans les ventes russes à l'extérieur. Jusqu'ici en effet, la plus grande part dans les exportations revenait aux bois et aux produits pétroliers. Il s'est donc opéré un brusque changement dans les recettes du commerce extérieur.

Un autre changement, moins sensible cependant, s'observe dans la balance même du commerce extérieur. De positive qu'elle était l'an passé, elle est devenue négative cette année. Ceci

indique bien les besoins de la Russie, et en effet, toutes les exportations bien souvent effectuées grâce à des restrictions dans la consommation intérieure, sont destinées à couvrir les achats importants faits à l'étranger. Ces achats portent presque tous sur du matériel et outillage industriel, destinés à équiper les industries qui se constituent dans les diverses régions du pays. On peut dire que l'importation a un caractère industriel; plus encore, on importe surtout des installations pour l'industrie lourde: il est très caractéristique que, malgré la disette de cotonnades dans le pays, on ait réduit sensiblement les importations de coton brut.

Dans l'ensemble, le commerce extérieur a augmenté d'environ un cinquième; il se rapproche maintenant du niveau d'avant la guerre, bien qu'en lui restant inférieur encore de 20 %. Les importations ont passé de 836 millions de roubles en 1928/1929 à 1069 en 1929/1930; pour les exportations, les chiffres sont respectivement 878 et 1002. Ceci montre donc que le total des échanges extérieurs a remonté de 1,714 à 2,071 millions de roubles.

Cette augmentation du commerce extérieur ne pouvait évidemment pas rester inaperçue à l'extérieur de l'Union soviétique, et précisément dans le temps que le volume des opérations commerciales est en forte dépression sur tous les marchés mondiaux. Déjà depuis le début de l'année, la presse mondiale relevait des faits qui prouvaient que l'exportation russe, s'accroissant en pleine crise économique, venait ajouter un élément de trouble dans le commerce mondial, déjà chancelant. Cependant, tant qu'il ne fut pas question que des exportations de bois, de produits pétroliers, de manganèse, d'allumettes, c'est-à-dire jusqu'au mois d'août, les accusations portées contre le gouvernement russe de pratiquer le « dumping » ne trouvèrent pas un écho retentissant dans les milieux qui n'étaient pas directement intéressés. Il n'en fut pas de même quand réapparurent les premiers chargements de blés russes. Le coup était particulièrement dur pour les pays agricoles voisins de la Russie, lesquels cherchèrent à se protéger contre le commerce soviétique. Les conférences de Varsovie, de Bucarest constituèrent les premiers essais d'entente, mais sans que les solutions qui y furent adoptées pussent recevoir l'approbation de l'ensemble des autres Etats, notamment en septembre à l'assemblée de la Société des Nations. Une autre forme de mesures fut adoptée par divers Etats, la France, la Belgique, l'Espagne: il s'agissait, soit d'empêcher complètement l'entrée de certains produits, soit de relever considérablement les droits d'entrée. A la mesure prise par le gouvernement français en octobre, l'Union des Soviets devait répondre par une véritable déclaration de boycott.

Il est à remarquer que les intéressés principaux: Grande-Bretagne, Etats-Unis, Allemagne et Italie ne prirent aucune mesure de cette sorte. Au contraire, l'Italie et la Grande-Bretagne

concluaient des accords commerciaux avec l'Union soviétique, et le commerce de ces pays avec la Russie accusait une augmentation sensible. Pour les Etats-Unis, les exportations américaines dépassent de beaucoup les importations de Russie, ce qui fait que les mesures prises en été pour mettre l'embargo sur les bois russes ne restèrent en vigueur que quelques jours. Cependant, la loi sur l'importation des produits du travail forcé peut à tout moment permettre de faire rebondir la question, et mettre en difficulté les relations commerciales des deux pays. Quant à l'Allemagne, les échanges commerciaux prennent une ampleur toujours plus grande, malgré les craintes qui se sont manifestées sur la « crise de Rapallo », il semble à peu près exclu que l'une et l'autre partie renoncent de gaîté de cœur aux avantages qu'elles retirent de leurs relations.

Grâce au développement fébrile de toute la vie économique, un problème angoissant est disparu cette année de l'ordre du jour: celui du chômage. Il n'y a pas plus de 18 mois, le nombre des chômeurs inscrits se montait à près de 2 millions et l'on prévoyait que la situation sur le marché du travail ne serait pas encore complètement éclaircie avant 1933 (fin de la période couverte par le plan quinquennal). Presque subitement à l'automne on s'aperçut que le marché du travail, loin d'être encombré, était déficitaire. En effet, depuis 18 mois le nombre des salariés a augmenté de plus de 2 millions, atteignant ainsi à la fin de 1930 15 millions en chiffres ronds. En outre, la collectivisation agricole, suivie d'une bonne récolte, a retenu dans les campagnes une grande masse de jeunes paysans sans fortune qui auraient été, dans les conditions des années précédentes, grossir la masse des chômeurs. Un revirement complet s'est ainsi produit et avec toute la soudaineté qui caractérise le régime soviétique. Alors que l'année précédente on expurgeait les listes de chômeurs de tous les éléments considérés comme indésirables, cette année, au contraire, tout le monde ou à peu près (il est encore fait une restriction pour les individus privés du droit de vote) est attiré vers les organes officiels de répartition de la main-d'œuvre: jeunes gens, femmes, paysans sans terre, invalides partiels... Bien plus, on a jugé bon de couper court aux abus des chômeurs de profession en supprimant purement et simplement les allocations de chômage. On a été encore plus loin. Les ouvriers n'ayant plus à craindre le chômage, en prenaient à leur aise depuis quelques mois passaient d'une usine à l'autre pour trouver de meilleures conditions de travail, multipliaient les absences injustifiées et désorganisaient parfois complètement la production. Des ordres sévères ont été donnés pour en finir avec cette pratique, si bien qu'en dehors de Russie on a pu, d'après l'ensemble de ces mesures, croire à un retour à l'asservissement des ouvriers, qui seraient en quelque manière fixés à leur entreprise, sans pouvoir se faire congédier.

Sans aller jusque là, il est loisible de voir dans les tendances récentes un souvenir de la vieille formule qu'on n'ose cependant pas répéter à haute voix: qui ne travaille pas, ne mange pas. Il est non moins clair que le seul changement de nom des bourses du travail en organes de répartition des cadres de main-d'œuvre fait penser aux « sections de recensement et de répartition de la main-d'œuvre » qui fonctionnèrent de 1919 à 1921. Si l'on ne parle pas des armées du travail comme en 1920, il n'est question que de mobilisation des membres des jeunesses communistes pour aller relever la production là où elle est dangereusement en retard.

C'est évidemment là, un revirement complet et qui ne semble pas devoir être passager, puisque les entreprises considérables qui doivent entrer en service dans un court délai absorberont encore une grosse masse de salariés, plus d'un million, dit-on en 1931.

Ce resserrement du marché du travail a ramené l'attention sur le manque de travailleurs qualifiés et de spécialistes et par contre-coup sur l'organisation, de l'enseignement public en général. Depuis des années déjà, les services du Commissariat de l'instruction publique réclamaient à cor et à cri l'augmentation des ressources attribuées au réseau scolaire. Malgré toutes les campagnes de presse menées pour la lutte contre l'analphabétisme il ne pouvait être question de réaliser le programme d'enseignement primaire gratuit et obligatoire. En fait, la fréquentation par les enfants de 9 à 12 ans ne dépassait pas en moyenne 60 %. Cette année, une mesure décisive a été prise pour assurer dans les plus brefs délais la réalisation de cette partie du programme éducatif, condition fondamentale d'une véritable formation de la main-d'œuvre pour l'avenir. La fréquentation scolaire est rendue obligatoire avec quelques variantes dans l'application, suivant écoles rurales ou urbaines. De nombreuses écoles ont dû s'ouvrir malgré la pénurie d'instituteurs. En ce qui concerne la formation des cadres industriels: spécialistes et ouvriers qualifiés, le nombre des écoles et facultés techniques a été fortement augmenté. Il doit y avoir dans les facultés techniques 111,000 nouveaux élèves sur un total de 252,000; dans les écoles techniques 223,000 nouveaux sur 493,000 et dans les facultés ouvrières 150,000 nouveaux sur 227,000. Malgré tous ces efforts, le problème des cadres reste un des grands soucis et l'on se rend compte que de sa solution dépend en grande partie la réussite du plan quinquennal: que faire en effet de toutes les entreprises gigantesques qui doivent entrer en service à la fin du plan quinquennal, s'il n'y a pas de cadre pour les diriger?

Les conditions de travail n'ont pas fait cette année l'objet de modifications de principe — sauf en ce qui concerne les règles d'embauchage et de congédiement, que nous avons mentionnées plus haut. Mais, il faut noter que le régime des heures de tra-

vail tend de plus en plus vers la journée de 7 heures qui est maintenant appliquée à 62 % des ouvriers de la grande industrie. De même la semaine de 5 jours (4 jours de travail, 1 jour de repos), malgré toutes les difficultés d'application, est devenue une pratique générale. (83 % des ouvriers.) Tout cela n'a pas été sans effet sur la situation du marché du travail. Là où l'on adopte la journée de 7 heures, par exemple cette année sur les chemins de fer, il faut introduire de nouvelles équipes. Quant à la semaine de 5 jours, elle a pour résultat d'augmenter d'environ de 60 jours l'année ouvrable (pas pour l'individu, mais pour le matériel).

Les salaires nominaux ont été relevés de 9 %. Mais, ce relèvement n'a pas eu une influence suffisante sur les salaires réels puisque le coût de la vie a augmenté encore davantage. Néanmoins, la plupart des familles, grâce à la disparition du chômage ayant actuellement plus de membres salariés, ont vu augmenter leurs budgets.

Les conditions de logement des ouvriers ont pu, dans certains cas se trouver légèrement améliorées, car la construction de maisons locatives commence à se développer. Mais, en général, les habitations sont toujours surpeuplées et l'on ne compte pas améliorer la situation avant quelques années. La question de l'habitation reste encore au second plan des préoccupations. On construit beaucoup, mais des usines, des entreprises ou des magasins. Cependant, cette année on s'est attaqué aux projets de « villes socialistes » à Stalingrad, Bolchoé Zaporojié, Magnitogorsk et une équipe de grands architectes allemands dont *E. May*, de Francfort, est allée porter ses conseils au gouvernement soviétique.

Economie.

Les sociétés anonymes suisses en 1930.

On comptait en Suisse fin 1930 13,756 sociétés anonymes avec un capital-actions de 8759 millions de francs. L'augmentation de l'année dernière avait été de 1214 sociétés avec 882 millions de francs. Ces chiffres sont des records dans l'histoire des actions suisses. Ils donnent néanmoins une fausse image du développement, du fait que l'augmentation du capital est dû à la fondation de la Banque des règlements internationaux à Bâle, avec un capital de 500 millions. Sans la B. R. I., l'augmentation du capital n'est que de 382 millions contre 844 millions en 1929. La forte augmentation du nombre des sociétés est due en grande partie à la fondation de 533 petites sociétés immobilières, phénomène typique pour la Suisse romande. Le développement normal des sociétés anonymes en 1930 a donc subi un sensible recul, un premier contre-coup de la crise économique qui sévit. C'est dans les années 1928 et 1929 qu'il y a eu la plus grande quantité de fondations nouvelles et que les augmentations de capitaux des sociétés anonymes ont atteint le point culminant. Le total du capital-actions et de l'augmentation des sociétés anonymes en 1930,